

**Délibération N° 2024-09-61-P**

Transformation d'un poste de Responsable de secteur  
pédagogique du Conservatoire (professeur  
d'enseignement artistique en rédacteur)

**Département du Val-de-Marne**

Arrondissement de Nogent-sur-Marne

Nombre de membres composant

Le Conseil Municipal.....45

Membres en exercice .....45

Présent.e.s ou représenté.e.s

à la séance .....44

Absent.e.s ..... 1

**SÉANCE DU 26 SEPTEMBRE 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le **vingt-six septembre**, les membres composant le Conseil municipal de la Commune de Fontenay-sous-Bois, dûment convoqués le **3 septembre 2024**, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous la présidence de **Monsieur Jean-Philippe GAUTRAIS, Maire**.

**ÉTAIENT PRÉSENT.E.S**

M. GAUTRAIS, M. CORNELIS, Mme FENASSE, M. SEYE, M. LACHELACHE, Mme NIAKHATE, M. MORA, Mme LELU, M.DAMIANI, Mme BENZIANE, M.ORJEBIN, Mme BOUHADA, Mme CHARDIN, M. BRUNET, Mme MAFFRE-BOUCLET, M. MALLERIN, Mme GAUTHIER, M. CLERGET, Mme LARABI, M. MULLER , M. BATTAL, Mme SAINT-GAL, M. NOMBO POATY ; M. KEITA , Mme TRANCART , M. FOURESTIER , Mme CHAMBRE-MARTIN, M. MATHIEU, M. BERTRAND ; Mme CAZALS ; Mme CACAIS-BARANGER

**EXCUSÉ.E.S - REPRÉSENTÉ.E.S**

Mme KLOPP	a donnée mandat à M. GAUTRAIS
Mme AVOGNON ZONON,	a donnée mandat à Mme MAFFRE-BOUCLET
M. LEBLANC,	a donné mandat à M. MORA
Mme NAIT-BAHLOUL	a donnée mandat à M. BATTAL
Mme MICHEL	a donnée mandat à Mme TRANCART
M. DAUMONT-LEROUX	a donnée mandat à Mme FENASSE
Mme VIENNEY	a donnée mandat à M. CORNELIS
M.GUENICHE	a donnée mandat à Mme LELU
Mme GARNIER	a donnée mandat à Mme GAUTHIER
M. RISPAL	a donnée mandat à Mme SAINT-GAL
Mme INDJA	a donnée mandat à Mme CAZALS
M. TARGUI	a donnée mandat à Mme CACAIS-BARANGER
M. DE LA CROIX	a donnée mandat à M. BERTRAND

**ABSENT.E.S**

M.BEDOURET

Le président ayant ouvert la séance, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil.

**Fabienne LELU** ayant obtenu la majorité des voix, a été désigné pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée

## **LE CONSEIL,**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code général de la fonction publique et notamment ses articles L.332-8 et L.332-9 ;

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

**VU** la loi n° 2019-928 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

**VU** le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n° n°2012- 924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

**VU** le décret n° 2010-330 du 22 mars 2010 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux rédacteurs territoriaux.

**CONSIDÉRANT** que les dispositions de l'article L.332-8 2° du Code général de la Fonction Publique permettent le recrutement d'un.e agent.e contractuel.le, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions, le justifient ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions de l'article L.332-9 du Code général de la Fonction Publique permettent de fixer la durée du contrat conclu sur le fondement de L.332-8, à trois ans maximum, éventuellement renouvelable dans la limite maximale de six ans.

**CONSIDÉRANT** que pour faire face à un marché de l'emploi sous tension dans ce domaine et répondre aux besoins du service, il est indispensable d'étendre les possibilités de recrutement aux agents contractuels ;

**Sur avis de la Commission des Finances,**

**Après en avoir délibéré**

**À LA MAJORITÉ**

*Intervention de M. BERTRAND, M. GAUTRAIS*

Par 39 voix pour

M.GAUTRAIS, Mme KLOPP, M. CORNELIS, M. SEYE, Mme AVOGNON ZONON, M. LACHELACHE, Mme NIAKHATE, M. MORA, Mme LELU, M. DAMIANI, Mme BENZIANE, M. GUENICHE, Mme NAIT-BAHLOUL Mme BOUHADA, Mme CHARDIN, M. BRUNET, Mme MAFFRE-BOUCLET, M. MALLERIN, Mme GAUTHIER, M. CHAMPETIER, M. CLERGET, Mme LARABI, M. LEBLANC, Mme VIENNEY, Mme GARNIER, M. MULLER, M. BATTAL, Mme SAINT GAL, Mme JANIAUX, M. RISPAL, M. NOMBO POATY,

Mme CHAMBRE-MARTIN, M. MATHIEU, Mme INDJA, M. BERTRAND, Mme CAZALS, M. TARGUI, Mme CACAIS BARANGER, M. DE LA CROIX

Par 5 abstentions

Mme FENASSE, M. ORJEBIN, Mme MICHEL, M. DAUMONT-LEROUX, Mme MARTINEZ

**DÉCIDE**

**Article 1** : permettre l'accès d'un poste permanent à temps complet de Responsable de secteur pédagogique du Conservatoire, à un agent relevant du cadre d'emplois des rédacteurs sous l'autorité du responsable de service Conservatoire, il- elle est chargé.e. de :

- Animer et piloter les équipes d'enseignants: encadrement, recrutement, formation, évaluation, développement des parcours professionnels, gestion des présences, organisation de réunions, organisation des entretiens professionnels
- Concevoir et mettre en œuvre, avec les coordinateurs de département, les contenus de l'activité pédagogique et les modalités d'évaluation
- Organiser avec le secteur administratif, le planning des cours, des activités et des évaluations et les modalités des inscriptions et réinscriptions
- Suivre, avec les coordinateurs de département la scolarité des élèves et participer aux jurys d'examens
- Conduire le conseil pédagogique, y coordonner et suivre les projets de chaque département
- Assurer la relation et le suivi avec les familles, les parents d'élèves, les élèves
- Assurer, en lien avec les familles, le suivi pédagogique des élèves dans les cursus diplômants et en parcours personnalisés.
- Participer à la sélection des élèves entrant en classe CHAM
- Assurer, pour le dispositif CHAM, les liens institutionnels et pédagogiques entre les équipes enseignantes du collège et du Conservatoire
- Organiser et suivre les relations et la communication entre les enseignants et les élèves/familles
- Proposer, dans le cadre des réunions de coordination du service, après concertation avec les coordinateurs de département, les projets d'action culturelle, soit en interne au service, soit en transversalité avec d'autres services municipaux et en assurer le suivi
- Mettre en œuvre, avec les autres responsables de secteur du service, le fonctionnement et les projets du service
- Assurer la mise en œuvre les projets définis dans la programmation culturelle
- Assurer les fonctions de référent communication de l'activité du conservatoire Guy Dinoird
- Contribuer à l'actualisation du bilan d'activité
- Participer à l'élaboration de propositions budgétaires dans le cadre des axes de travail fixés par la collectivité

Ce poste de rédacteur territorial, de catégorie B est susceptible d'être occupé par un.e agent.e contractuel.le dans les conditions suivantes :

L'intéressé.e devra être titulaire d'un diplôme d'études supérieures classé d'au moins de niveau 6 ou d'un titre reconnu équivalent et /ou d'une expérience professionnelle significative dans le domaine.

**Délibération n°2024-09-61-P**

Transformation d'un poste de Responsable de secteur pédagogique du Conservatoire (professeur d'enseignement artistique en rédacteur)

Le recrutement se fera sur la base d'un contrat d'une durée maximale de 3 ans renouvelable par reconduction expresse pour une durée maximale de 6 ans.

La rémunération sera fixée entre les indices bruts 389 et 707 selon les diplômes détenus et l'expérience professionnelle.

Les indices bruts de début (IB=389) et de fin (707) seront automatiquement revalorisés avec l'évolution de la grille de rémunération du grade ou des grades afférents.

**Article 2** : les crédits correspondants sont inscrits au compte 012 de l'exercice budgétaire en cours.

*« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Fontenay-sous-Bois dans le délai de deux mois à compter de sa notification (ou de sa publication). L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.*

*Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle - 77000 Melun – dans le délai de deux mois :*

*- à compter de la notification (ou de la publication) de la délibération ;*

*- à compter de la réponse de l'administration, si un recours administratif a été préalablement formé. »*

Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le ..... **03 OCT. 2024** .....

Publication

le ..... **03 OCT. 2024** .....

Notification

le .....

Certifié exécutoire

Le Maire,

A blue ink signature is written over a circular official seal. The seal features a central emblem and the text 'MAIRIE DE FONTENAY-SOUS-BOIS' and 'VAL DE MARNE' around the perimeter.

POUR EXTRAIT CONFORME

**Jean-Philippe GAUTRAIS**

Maire

A blue ink signature is written over a circular official seal. The seal features a central emblem and the text 'MAIRIE DE FONTENAY-SOUS-BOIS' and 'VAL DE MARNE' around the perimeter.